Document généré le 29 avr. 2024 12:04

Relations

La voie de la gauche

Jean-Claude Ravet

Numéro 771, mars–avril 2014

La retraite : une responsabilité collective

URI : https://id.erudit.org/iderudit/71256ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Ravet, J.-C. (2014). La voie de la gauche. *Relations*, (771), 3–3.

Tous droits réservés © Relations, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La voie de la gauche

Il est consternant de voir que les partis qui briguent actuellement le pouvoir au Québec et qui ont des chances d'être élus n'aspirent qu'à gérer le capitalisme, sans remettre en question le productivisme et le consumérisme, dans l'espoir de briller dans le concert des nations. Ils se refusent à prendre les mesures nécessaires pour éviter la catastrophe annoncée de l'« agonie planétaire » (Edgar Morin), dont le réchauffement climatique n'est qu'une des multiples déclinaisons. Nous savons depuis longtemps que le Parti libéral chante à l'unisson avec le monde des affaires et n'a d'autre prétention que d'être le gestionnaire du statu quo. D'aucuns attendaient plus du Parti québécois, qui a longtemps maintenu vivante la fibre de la solidarité sociale, même si avec le temps elle s'est fragilisée. Prônant la souveraineté, il a longtemps eu la profondeur de vue que nécessite un tel projet et a su faire écho aux préoccupations écologiques et sociales d'une grande partie de la population durant le printemps érable. Mais après avoir joué d'une manière populiste la carte identitaire à des fins électoralistes, quitte à s'aliéner des alliés potentiels de la cause souverainiste au sein des communautés culturelles, voilà qu'il verse maintenant dans l'apologie de l'exploitation du pétrole de schiste, faisant miroiter des promesses de prospérité.

Louis-Pierre Bougie, *Le trou vert*, 2005.

Toujours cette vieille manière de faire de la politique à courte vue, le nez collé sur le pouvoir et le profit : la gouvernance sans vision, la servilité bon enfant aux règles du jeu édictées par les lobbies et les puissances financières. Les riches finissent toujours par en sortir gagnants, inébranlablement confiants dans leurs moyens de se tirer d'affaire quoi qu'il arrive, quitte à sacrifier la nature ou des populations superflues pour leur jouissance paisible des choses – le monde, après eux, dût-il en périr.

Le temps presse pourtant de saisir l'enjeu de notre époque : la Terre, notre unique demeure, nous sommes en mesure de la détruire. Il nous faut en prendre soin. Dans le péril qu'elle fait planer sur le monde, la globalisation capitaliste a eu la conséquence « heureuse » de nous faire prendre conscience de notre responsabilité à son égard. Une politique nationale ne peut faire fi du souci écologique pour notre habitation commune, la Terre. Nous ne pouvons plus faire comme si nous étions déliés du reste du monde. Nul n'est une île, cela est vrai pour les individus autant que pour les États. Et toute affirmation nationale se doit d'être en même temps chemin d'évitement de l'autodestruction planétaire.

Pour sortir du cul-de-sac, il nous faudrait avoir le courage de prendre la voie de la gauche. Pas l'ancienne, productiviste, autoritaire et bureaucratique, ni la « nouvelle » gauche de façade qui promet la solidarité mais qui, une fois au pouvoir, met la table aux politiques néolibérales d'austérité qui ne servent qu'aux riches, comme on le voit en France. Mais celle de la résistance. Celle qui a pour volonté ferme de tirer le frein d'urgence du train du soi-disant progrès, qui roule à toute vitesse sur les rails de la démesure financière et technique et laisse derrière lui misère et désolation. Celle qui a pour visée le mieux-vivre, le partage et la préservation des conditions dignes de vie. Celle pour qui la terre est commune et non enjeu d'appropriation et d'expropriation, et pour qui l'économie est au service de la société et non l'inverse. Celle qui sait puiser à une longue tradition d'entraide et de solidarité avec les laissés-pour-compte, de lutte contre l'injustice, de participation démocratique et de défense du bien commun, et qui puise ainsi, même sans le savoir, à l'esprit de l'Évangile.

Récemment, le sociologue de droite, Mathieu Bock-Côté, dans une émission de Radio-Canada, taxait cette gauche d'utopiste, l'accusant de ne pas vouloir vivre « dans le monde réel ». Il est plus que temps de prendre conscience que ceux qui vivent dans l'illusion, ce sont ces « réalistes » qui soutiennent une manière de vivre qui dilapide les ressources, détruit les écosystèmes, creuse le fossé entre une infime minorité de riches et une multitude de pauvres. Ce « réalisme » des serviles, comme des maîtres, n'est plus tenable. Il s'appuie sur le fantasme de la domination et du profit sans limite d'une élite. Une autre voie est possible et urgente pour sortir l'humanité de l'impasse où cela nous a menés. À nous de l'investir.

JEAN-CLAUDE RAVET